

1^{er} juin 2017

Contribution du médiateur national de l'énergie (MNE) à la consultation publique n°2017-003 de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

Question 1 : Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnée dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?

Le permis de construire ayant été accordé sur la base de l'autorisation d'urbanisme, il ne paraît pas acceptable que l'opération de raccordement de référence, qui vise à minimiser les coûts pour le consommateur, prévoie un positionnement des CCPI ou CCPC différent. Les coûts de branchement ou d'extension à la charge du consommateur pourraient s'en trouver augmentés dans des conditions qui n'étaient pas prévues initialement, ce qui pourrait être source de litiges.

Question 2 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Nous sommes très interrogatifs sur l'intérêt que peut représenter ce type de raccordement alternatif pour les consommateurs :

- Comment connaîtront-ils le niveau de la puissance adéquate à solliciter ?
- Comment l'information sera-t-elle transmise aux acquéreurs successifs du logement concerné ?
- Les restrictions à l'utilisation de l'énergie que peuvent comporter ces solutions ne risquent-elles pas d'être à l'origine de conflits entre consommateurs et GRD ?

Pour ces raisons, nous serions favorables à ce que, dans un premier temps, la prestation soit réservée aux plus gros utilisateurs professionnels, raccordés en HTA. Cette mention devrait figurer explicitement dans l'intitulé de la prestation ainsi libellée : « *Opération de raccordement intelligente pour les plus gros utilisateurs raccordés en HTA* »

Enfin, il conviendrait de préciser si le demandeur sera facturé pour obtenir cette proposition alternative.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

Nous n'avons pas de remarques sur ce point.

Question 4 : Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?

Les formules de coûts simplifiées permettent au demandeur du raccordement de vérifier qu'il a été facturé correctement en se rapportant au barème. Actuellement, nous constatons que les devis des gestionnaires de réseaux, établis sur la base de canevas techniques non publiés, manquent de transparence et s'avèrent invérifiables.

Nous sommes donc par principe défavorables à l'extension des cas dans lesquels les raccordements pourraient être facturés en dehors des formules de coûts simplifiés.

Néanmoins, nous comprenons que dans certains cas, le recours à un barème ne soit pas opportun en raison du trop faible nombre de travaux réalisés par le GRD. Pour ces cas, un devis pourrait être soumis mais à la seule condition qu'il soit vérifiable (coûts et nombre d'heures de main d'œuvre et prix du matériel utilisé) et établi par rapport à une grille de prix publiée.

Question 5 : Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?

Etant donné qu'aucun contrôle ne sera effectué par la CRE sur le niveau de ces facturations complémentaires, pendant la période d'exception, nous estimons que sa durée devrait être réduite à un an.

Autres remarques :

Article 8, 4^{ème} alinéa : le MNE souhaite que soit précisé que les barèmes sont rendus publics par le gestionnaire de réseau de distribution, de la manière la plus appropriée, notamment par la publication de ses barèmes sur son site internet lorsqu'il en dispose.

Article 8 5^{ème} alinéa : le MNE souhaite que soit précisé que la communication du barème à l'utilisateur concerné se fasse sans frais pour le consommateur.

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

Nous n'avons pas de remarque sur ce point.

Question 6 : Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

Question 7 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Nous n'avons pas de remarque sur ce point.

Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

Question 10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Question 11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

Question 12 : Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Nous sommes favorables à un encadrement car nous avons déjà été saisis de litiges sur ce point et constaté quelques situations litigieuses :

- Contestation d'une commune portant sur une augmentation de 40% du prix d'une extension entre le chiffrage communiqué par le GRD lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme et le devis transmis lors de la demande de raccordement, 14 mois plus tard. Ces différends proviennent notamment d'interprétations divergentes sur la portée du coût estimé par le GRD dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme car le chiffrage se présente comme un devis.

Le MNE propose que le GRD précise le statut estimatif du prix indiqué et les paramètres suivant lesquels le prix est susceptible d'évoluer. Dans un but de prévention des litiges, le distributeur devrait être en mesure de s'engager pour que le prix évolue dans la limite de l'index de référence INSEE pour les travaux publics (tel que l'index TP 12 a, index déjà utilisé par ENEDIS pour ses marchés)

En tout état de cause, tout écart avec le prix initial (à caractéristiques techniques constantes) devrait être justifié. Le médiateur renouvelle à cet égard, sa demande de publication des canevas techniques, dans un souci de transparence.

- Contestation d'un devis relatif à une demande d'augmentation de puissance de 36 à 100 kVA après l'instruction du permis de construire. Le GRD opposait que la ligne existante ne pouvait être renforcée en souterrain et assimilait la création d'un nouveau poste de transformation à une extension. Or, le réseau existait déjà à proximité de la parcelle à desservir mais devait être modifié. Dans ce cas après saisine du MNE, le devis initial a été annulé.

Le MNE estime nécessaire de clarifier la distinction entre renforcement et extension à l'article L.342-11 du Code de l'énergie pour éviter toute contestation et rappeler que les travaux de modification du réseau existant, quelle que soit la solution technique retenue par le GRD (augmentation du diamètre du câble électrique existant, modification du transformateur existant, création d'une ligne souterraine ou d'un poste de transformation en parallèle), constituent un renforcement du réseau.